PREMIÈRE ANNÉE. — N° 1 CINQ CENTIMES DU 19 AU 25 DECEMBRE 1906

La Guerre Sociale

JOURNAL HEBDOMADAIRE PARAISSANT LE MERCREDI

ABONNEMENTS
Paris .... Un An 4 fr.
Départements .... — 5 fr.
Etranger .... — 7 fr.
On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste

Gustave HERVÉ
RÉDACTEUR EN CHEF
DIRECTION & ADMINISTRATION :
PARIS — 25 — Rue Polonceau — 25 — PARIS

ANNONCES
Pour la publicité s'adresser à M. Pierre DARRAS
On traite à la ligne ou à forfait à l'année
Adresser tout ce qui concerne la Rédaction à M. Miguel ALMEREYDA

De l'autre côté de la Barricade

LA GUERRE SOCIALE

Ce qu'elle veut être Ce qu'elle sera

La création de ce journal a été décidée à la prison de la Santé et à Clairvaux, où pendant plus de six mois, vingt-cinq militants anarchistes ou socialistes furent détenus pour insuffisance de patriotisme.

La Guerre Sociale ne fait double emploi ni avec les *Temps Nouveaux*, *le Libertaire*, *l'Anarchie*, feuilles libertaires ou anarchistes, un peu théoriques ; ni avec *la Voix du Peuple*, ou *le Socialiste*, organes officiels de deux grandes organisations, la Confédération du Travail et le Parti Socialiste — qui ont fatalement les timidités et les réserves de tous les organes officiels — ni encore moins avec *l'Humanité*, qui est un quotidien, entre les mains des socialistes « jauressistes » c'est à dire ultra-réformistes et parlementaires, et ouvert aux seuls éléments syndicalistes modérés ou sur la pente du modérantisme.

La Guerre Sociale n'est un journal ni exclusivement socialiste, ni exclusivement libertaire.

Elle aspire à devenir l'organe :

des socialistes « unifiés » qui déplorent de voir leur parti devenir de plus en plus un parti d'action électorale et parlementaire et qui, à l'intérieur du parti, luttent pour l'arracher à son réformisme, à son respect de la légalité, à son révolutionnarisme purement verbal.

Des syndicalistes qui veulent orienter de plus en plus les organisations ouvrières dans les voies de l'action directe et de la grève générale violente, et maintenir — en les accentuant — leurs tendances fédéralistes, antipatriotes et antiparlementaires.

Des communistes libertaires qui en ont assez des vaines discussions théoriques, de l'action purement individuelle, et qui, dans les sections de l' A. I. A, ou dans tout autre groupement, s'efforceront par une propagande antimilitariste incessante et par une énergique résistance aux menées et aux brutalités policières, d'entraîner les masses pour la prochaine insurrection, lorsqu'une guerre, une grève générale ou toute autre circonstance imprévue, permettront de la tenter avec quelque chance de succès.

La Guerre Sociale sera donc un organe de concentration révolutionnaire, ouvert à tous ceux qui travaillent, autrement que par l'action légale, à l'expropriation de la bourgeoisie capitaliste en vue de la socialisation des moyens de production et d'échange.

Elle dira, au surplus, sur tout et sur tous ce qu'on n'ose pas dire ailleurs.

On mange du curé

Voilà la question religieuse au premier plan de l'actualité.

Nos radicaux, enfin au pouvoir, finissent par accoucher de la séparation qui est le leit-motiv de leur programme, depuis l'Empire.

La sottise infaillible du Pape Pie X aidant, ils vont même se décider à faire une séparation qui ne sera pas un mauvais replâtrage du Concordat.

Nous aurions mauvaise grâce à ne pas nous réjouir de ce qui arrive, malgré notre médiocre sympathie pour les radicaux mangeurs de curé : l'Eglise est un des remparts du Capital, une école de résignation et d'abêtissement dont tout révolutionnaire doit souhaiter la disparition.

Aussi bien, si la séparation se fait aujourd'hui, ce n'est ni à la maladresse de Pie X, ni à la poigne de Clemenceau que nous en sommes redevables, ni même à la roublardise de M. Briand ; c'est au courage des penseurs libres qui, depuis Voltaire, ont semé à pleines mains dans ce pays la haine et le mépris des dogmes catholiques et de leurs représentants patentés.

On récolte aujourd'hui ce qu'on sème depuis des siècles.

Nos gouvernants, nos parlementaires, dont la bravoure n'est pas la qualité dominante, ne font la séparation que parce qu'ils savent bien que leur vote ne leur fera perdre ni un siège, ni une voix électorale.

Aucun révolutionnaire donc ne fera fi de la séparation, parce qu'elle est signée par des radicaux bourgeois ou par un renégat du socialisme révolutionnaire, ou parce qu'elle laisse tout entier subsister le problème du salariat.

Mais les révolutionnaires seraient des sots s'ils perdaient une minute à aller se colleter avec les catholiques, ou troubler les cérémonies du culte, comme certains mangeurs de curés en émettent déjà l'idée.

Laissons les radicaux enfoncer les portes ouvertes ; pour nous, nous avons mieux à faire.

Profitons des petits ennuis que les cléricaux vont créer aux flics de la République et à leur patron, M. Clemenceau, pour exiger avec un redoublement d'énergie l'application intégrale du repos hebdomadaire. C'est le moment ou jamais de forcer la main au patronat.

Les syndicats de l'alimentation à Paris semblent décidés à user de l'action directe ; qu'ils en usent et en abusent sans se soucier des criailleries des bons et loyaux républicains qui les accuseront de faire le jeu de la réaction cléricale.

Il ne faudrait pas non plus que, hypnotisés par la lutte de nos radicaux contre l'Eglise, nos amis oublient de suivre de près, autant que la grande presse le leur permettra, les affaires du Maroc. « Notre » escadre, comme disent les patriotes, est toujours devant Tanger ; à Alger, un corps expéditionnaire est tout prêt. Attendons-nous à ce qu'un de ces quatre matins, on nous annonce que là-bas les fusils et les canons sont partis tout seuls. Je n'ai aucune qualité pour donner des conseils à la Confédération Générale du Travail. Mais si les syndicalistes révolutionnaires étaient sages, ils songeraient, dès maintenant, à ne pas se laisser surprendre par les événements qui peuvent se précipiter d'un jour à l'autre du côté du Maroc. Il serait lamentable qu'un corps expéditionnaire partit de France, pour un brigandage colonial quelconque, sans que la Confédération tente quelque chose pour l'empêcher, par la grève des marins, des dockers, chargés d'embarquer la viande de boucherie pour l'abattoir.

Enfin, n'oublions pas que nous sommes toujours menacés d'un emprunt russe : c'est une honte pour le prolétariat révolutionnaire français d'avoir laissé le Crédit Lyonnais lancer, il y a six mois, le dernier emprunt, sans qu'on ait dirigé contre cette caverne de bandits la moindre démonstration hostile. Si le nouvel emprunt que le Rouvier du Panama prépare discrètement se fait par quelques grosses banques françaises qu'on connait déjà, c'est six mois de plus de pogroms et de chasse aux révolutionnaires là-bas, au pays du knout. Le prolétariat français va-t-il se contenter cette fois encore de flétrir l'emprunt russe dans des ordres du jour platoniques sans faire quelque chose pour impressionner désagréablement les établissements de crédit qui vont commettre ce crime de lèse-humanité, et les gouvernants qui hypocritement vont les laisser opérer ?

L'internationalisme ne consiste pas à beugler « l'Internationale », mais à montrer, par des actes, que nous sommes du même parti, de la même classe, de la même famille que les révolutionnaires russes engagés dans une lutte à mort contre la vermine tzariste.

Laissons donc les radicaux et tous les mangeurs de curés, dont c'est la seule passion, et la seule mission historique, régler la question religieuse.

Tous nos vœux les accompagnent.

Mais nous, réservons nos forces pour d'autres besognes qui sont au-dessus des forces des radicaux.

Nous avons d'autres chats à fouetter, nous !

Chacun son métier, et, comme dit le proverbe, toutes les vaches seront bien gardées.

Gustave HERVÉ.

Dessin de GRANDJOUAN



« La Guerre Sociale ! » elle commence à 13 ans, le jour où nous entrons dans vos bagnes ! Fils de patrons !

AU PARTERRE

J'ai éprouvé, l'autre jour, une vive émotion, en lisant les comptes-rendus de la Chambre des députés. Pensez-donc. Un député venait d'interpeller le ministre de la guerre. Le ministre venait de prendre des engagements formels. On allait supprimer les compagnies de discipline

J'étais furieux, absolument furieux. Car, je l'espère, vous ne vous êtes pas trompé sur la nature de l'émotion dont je parlais tout à l'heure. J'étais furieux. On allait supprimer Biribi, malmener quelques pauvres gradés, annuler les règlements, affaiblir l'Armée, jeter bas la discipline, compromettre la sécurité sociale. Tout ça pourquoi, je vous le demande ? Parce qu'un théâtre venait de monter, boulevard de Strasbourg, une pièce outrancière où les Camisards étaient mis en scène.

On n'a pas idée de ça. Il suffit d'une malheureuse pièce en trois actes, fort mal écrite et fort mal conçue, du reste, pour bouleverser l'opinion. Une crise d'humanitarisme aigu s'est déclarée en cinq secs. Tout le monde s'est mis à pleurer, y compris les belles dames que Jeanfoin menaçait de dévorer vivantes. Le Matin, le Journal, l'Echo, toutes les feuilles sont parties en guerre. On a même vu réapparaître l'inévitable Jacques Dhur.

Et voici maintenant que le ministre marche, que le Parlement se laisse influencer, que les législateurs sont gagnés par l'attendrissement général.

Ah ! non ! pas de ça. Ne touchez pas à Biribi, conservez-nous les chaouchs, conservez-nous les instruments de supplice, les silos, les crapaudines, les tombeaux. Arrangez-vous pour donner satisfaction à l'opinion ; faites mine de supprimer les compagnies, mais, en réalité, ne les supprimez pas.

Le général André, en pareille occurrence, s'était montré très malin en inventant les poucettes humanitaires. Faites comme lui, noble Picquart, cherchez un truc, trouvez un moyen, mais ne touchez pas à Biribi.

...Et comme j'en étais là de mes réflexions, on m'apporta un journal mieux informé où il était dit que le ministre de la guerre allait non pas supprimer, mais transporter en France les quatre compagnies de discipline.

Et j'ai poussé un soupir de joie. Allons ! on ne les supprime pas ? Rien n'est changé ! Dieu soit loué ! La société est sauvée encore une fois.

Et un bon point à marquer au général Picquart.

Flax.

En raison de la Fête de Noël, le N° 2 de

La Guerre Sociale

sera mis en vente mardi matin

Le réclamer,

L'exiger

L'Eglise Catholique et la Politique

Par HARMEL

Le dernier éclat de la papauté, repoussant d'un geste superbe le dernier cadeau du citoyen Briand, vient de rejeter le gouvernement français dans une politique de prétendues représailles. C'est le gâchis. Tout, dans cette affaire, pour nos dirigeants radicaux, n'a été que confusions, contradictions et reculades. Plantés là par Pie X, les mains pleines d'alliciants cadeaux, sauront-ils mener à bien la lutte contre l'Eglise ? On peut en douter, — et sans préjuger de l'avenir, montrer sur quel terrain défavorable se sont placés les anticléricaux français.

La séparation des Eglises et de l'Etat est une œuvre ratée. La conception qui a présidé à la loi de 1905, est viciée dans son principe, par une méconnaissance absolue du caractère historique de l'Eglise catholique, de sa nature telle que l'ont faite quinze siècles de domination incontestée sur l'Europe occidentale, et une tradition incessamment accrue par les papes qui se sont succédé sur la chaire de Rome.

La loi de 1905 a considéré uniquement le catholicisme comme une croyance philosophique. Elle l'a assimilé au protestantisme. Mais l'Eglise de Rome est autre chose qu'une adhésion des esprits à un dogme, d'ailleurs défini, fixé, incommutable, en dehors de toute critique du fidèle ; elle est une domination, une discipline, un gouvernement. L'erreur d'assimiler le catholicisme au protestantisme est d'autant moins excusable, que celui-ci s'est formé en protestation contre la domination absolue qui régissait celui-là.

Les communautés catholiques ne sont en rien comparables aux groupements évangéliques ; Ici, il y a autant de croyances que de pasteurs, un émiettement de la foi, d'infinies possibilités de disgrégation, annihilées en France par le souci de la lutte contre la majorité catholique ; développées largement dans les pays où une telle crainte n'existe pas ; — là, au contraire, l'Eglise romaine, présente une seule croyance comme un seul pasteur, une hiérarchie très lourde et complexe, une centralisation absolue, une obéissance passive au pouvoir sans limites du souverain pontife.

Le pape est la tête de l'Eglise catholique. Toute l'histoire de celle-ci se résume dans les efforts des évêques de Rome pour étendre leur domination sur le monde chrétien et la maintenir. Leur succès a été le fruit d'une extraordinaire persévérance et d'une savante diplomatie. Jamais aucun pouvoir n'a déployé pour arriver à ses fins un tel esprit politique.

La tâche n'était pas aisée. Il fallait pour les papes, s'imposer aux aristocraties — puis aux monarchies nationales — qui détenaient la puissance cléricale. Peut-être la papauté ne serait-elle jamais venue à bout de vaincre l'esprit particulariste des clergés attachés comme l'épiscopat gallican à leurs franchises et à leurs privilèges, si certains périls courus par le catholicisme, n'avaient fait sentir impérieusement aux fidèles le besoin de se ranger autour d'une autorité commune et de centraliser leurs efforts pour sauvegarder leur croyance.

Il faut admirer la puissance de vie de cette Eglise qui a réussi, en face des exigences de l'esprit moderne, à conserver intact son dogme absurde, à le renforcer même, à répondre aux attaques par une intransigeance désespérée, victorieuse souvent. Après un demi-siècle de Réforme, le concile de Trente marque la volonté absolue du catholicisme de maintenir immuable son dogme, de refuser toutes concessions aux autres doctrines chrétiennes et même de les rendre impossibles en creusant plus profondément encore le fossé. Et ce concile était suivi d'une offensive religieuse qui rendait à Rome la domination spirituelle sur l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne du Sud.

Une telle puissance, douée d'une vitalité si extraordinaire, a des ressources presque inépuisables. Chaque crise de la religion a provoqué la naissance de nouveaux ordres religieux, exclusivement dévoués au pape, en dehors de l'autorité des évêques, qui ont combattu victorieusement pour assurer la domination du souverain pontife. Cisterciens, franciscains, dominicains, jésuites et les autres, ont été les ouvriers de cette tâche dont le résultat a été de mettre entre les mains d'un seul homme toutes les forces de domination de la religion catholique.

Ces forces n'étaient pas minimes. On s'en ferait une idée bien fausse en prenant pour mesure le pouvoir du clergé d'aujourd'hui. Il faut remonter à la fin de l'Empire Romain, après l'Edit de Milan, lorsque le pouvoir laïc s'associait étroitement à la puissance chrétienne qu'il avait été impuissant à vaincre. Dans le démembrement de l'immense Empire, dans l'anarchie croissante qui détruisait le monde romain, une autre autorité se substitua à celle des délégués du pouvoir civil. Aux gouverneurs impuissants succédèrent en fait et même en droit, les évêques, devenus de pasteurs des fidèles les défenseurs et les protecteurs de la cité. C'étaient des hommes d'aristocratique origine, capables par leurs richesses et leurs relations, de contribuer effectivement à l'administration des villes.

[...] raineté et de propriété, portèrent au maximum la puissance ecclésiastique.

Le haut clergé, recruté dans les familles nobles, jouit d'immenses revenus, comme seigneur des terres d'église ; les monastères enrichis par la dévotion, couvrent de leurs domaines d'immenses étendues ; abbés et évêques jouissent des droits seigneuriaux. Ils en revendiquent âprement la propriété comme un droit, et seront les derniers à s'en défaire.

Cette constitution même qui faisait de l'Eglise une puissance temporelle autant que spirituelle, lui donna les forces nécessaires à établir sa domination. Puissance redoutable pour le pouvoir central, qui devait compter avec elle, elle s'imposait à lui ; sans elle, il n'était rien. Bon gré, mal gré, l'alliance du trône et de l'autel s'imposa, non sans bénéfices pour le clergé qui y trouvait d'excellentes raisons d'attachement au régime.

Lorsque la Révolution française vint balayer l'ordre politique établi, elle n'eut pas d'abord l'intention de combattre l'Eglise. La Constituante n'a proclamé qu'avec répugnance la liberté de conscience. Mais les révolutionnaires trouvèrent devant eux le haut clergé qu'il leur fallut combattre sous peine de renoncer à leur œuvre. Lorsqu'ils voulurent détruire la contre-révolution cléricale, la foule des prêtres de campagne, qui n'avait rien à gagner dans l'aventure, obéit aveuglément, contre ses intérêts même, au mot d'ordre de Rome et des prélats de l'aristocratie.

La séparation de 1793 fut le résultat de la lutte entre l'Eglise et la Révolution. Victorieuse et satisfaite, la bourgeoisie s'empressa de revenir au catholicisme avec le Concordat.

Un siècle a passé. Les conditions de la vie sociale ont été bouleversées. La bourgeoisie, créatrice admirable de richesses, a décuplé sa puissance par le machinisme. D'autre part, les forces ouvrières ont fini par s'organiser avec la conscience de leur classe. La domination capitaliste est menacée de toutes parts par leurs assauts tumultueux.

Ce n'est pas un des faits les moins caractéristiques de notre époque que de voir la classe possédante, tout entière convertie à l'incrédulité voltairienne, avant son instauration au pouvoir ; revenue, dès sa victoire, à la croyance traditionelle ; et, d'autre part les foules populaires se détacher chaque jour davantage de la foi à laquelle elles avaient été jusque-là si aveuglément attachées. Ainsi s'affirme le caractère de la Religion catholique : qui est un moyen de discipline et de domination.

Le clergé est de plus en plus entré dans la réaction militante et l'ultramontanisme, la soumission absolue aux ordres de Rome. Les Gallicans ne sont plus. Cependant l'Eglise n'a pas reculé devant la poussée de l'esprit moderne. Avec leurs tempéraments personnels, les papes ont toujours maintenu les mêmes prétentions. Le *Syllabus* (1864) « renfermant les principales erreurs de notre temps », condamne ceux qui prétendent que « les Etats doivent se constituer et se gouverner sans tenir compte de la religion », comme ceux qui disent qu' « il appartient au pouvoir civil de définir quels sont les droits de l'Eglise et les limites dans lesquelles elle peut les exercer », comme il lance l'anathème à la liberté de culte et de conscience, et à toutes les conquêtes morales de l'esprit humain.

Ainsi donc, une volonté de réaction, de contre-révolution, d'autoritarisme, voilà ce qu'est l'Eglise ; elle a précisé encore ses conceptions, dans l'encyclique de Léon XIII sur la condition des ouvriers. C'est une condamnation du socialisme, en même temps qu'un appel à l'Etat pour la sauvegarde de la paix sociale. Chose étrange, tout au moins à première vue, les moyens préconisés par le pape sont à s'y méprendre ceux mis en avant par nos politiciens étatistes. M. Viviani est bien près, sans s'en douter, peut-être, de la doctrine catholique, dans ses appels à la concorde, et ses essais mal déguisés d'étrangler le syndicalisme révolutionnaire.

Serait-ce le rôle futur de l'Eglise, que cette main-mise sur l'opposition aux progrès du socialisme ? Peut-être. Rien n'est moins surprenant que la coopération des bourgeois de toute nuance dans l'œuvre de conservation sociale. On peut prévoir sans grande peine, que les progrès menaçants du socialisme resserreront encore cette alliance entre toutes les forces intéressées au maintien de l'ordre actuel. Déjà le confusionnisme démocratique disparaît pour laisser la place à la conception des classes sociales ennemies. Il faudra choisir bientôt sans possibilité d'équivoque entre la Réaction ou la Révolution. C'est peut-être ce qu'escompte l'Eglise pour ramener dans son giron ses pseudo-adversaires d'aujourd'hui.

Au surplus, ceux-ci ne sont pas si farouches. Les voilà bien embarrassés devant la situation où ils se trouvent. Oseront-ils aller jusqu'au bout, et pour combien de temps éviteront-ils le pèlerinage de Canossa ?

L'Eglise se sent [...]

que le problème social se posera avec toute son acuité, les groupements politiques se modifieront, se simplifieront aussi. Alors les forces gouvernementales s'allieront étroitement à toute la puissance réactionnaire du catholicisme. La lutte contre ce dernier sera une des formes nécessaires de l'émancipation du prolétariat. Mais il serait vain d'espérer de nos gouvernants radicaux qu'ils donnent ce caractère à la bataille engagée.

Harmel.

ÉCHOS

LES PHOSPHATES DE GAFSA

Voulez-vous gagner de l'argent? Achetez des actions de la Compagnie des Phosphates et du Chemin de fer de Gafsa (Tunisie); vous doublerez votre capital en peu de temps. Si vous ne me croyez pas, demandez donc des renseignements à M. Pichon, ancien résident général à Tunis, ministre des affaires étrangères; à M. Etienne, ex-ministre de la guerre; à M. Thomson, ministre de la marine; à MM. Leroy-Beaulieu, Hély d'Oissel, députés, etc., etc.

Eux, ils ont eu le « tuyau », et je puis vous assurer qu'ils s'en sont fourrés jusque-là. D'ailleurs, quand on a l'assiette au beurre, on peut se rendre à soi-même de petits services.

Une question : — Qui paie la construction des railways, dont le seul mérite est de servir et de desservir les exploitations de la Compagnie?

Une autre question : — On parle de supprimer les bagnes d'Afrique. Mais alors où trouvera-t-on cette main-d'œuvre si maniable et si bon marché pour exploiter les phosphates et autres concessions minières, même celles qui sont entre les mains de Compagnies étrangères?.

PASSEZ A LA CAISSE

Nous lisons dans une feuille minuscule, où il y a de tout, même de l'esprit :

« Un financier adversaire de la Banque de Paris et des Pays-Bas, évincé de la combinaison marocaine, chercherait à se venger de sa puissante rivale.

Il est question, en effet, d'un syndicat de banquiers français et espagnols (surtout espagnols) qui, pour faire pièce à l'établissement parisien, songeraient à organiser une campagne anti-interventionniste. Des sommes auraient été versées à un parti introuvable pour l'organisation de conférences et la création d'un hebdomadaire qui paraîtra en décembre. »

Si c'est de la Guerre Sociale *qu'il est question, prière à ce financier, que nous n'avons pas trouvé — tout est introuvable, en cette affaire — de passer à nos guichets.*

Nous sommes prêts à marcher à fond — gratuitement — contre toute intervention marocaine.

Mais, s'il se trouve quelque financier pour nous encourager de ses billets bleus, qu'il soit béni!

Ici, on touche à guichet ouvert!

COPIGNEAUX ET LE PARTI SOCIALISTE

Les politiciens ont une mentalité particulière. Au dernier Congrès de la Fédération de la Seine du P. S., quelqu'un proposa d'amnistier Copigneaux, qu'on commençait à oublier. Ce triste sire a été précédemment exclu pour deux ans du Parti.

Le curieux de l'affaire, c'est que l'auteur de la proposition d'amnistie est un de ceux qui préconisent la bonne entente du Parti et de la C. G. T., et cependant le blanchiement du jaunâtre Copigneaux avait quelque chose de provocant vis-à-vis de la Confédération. Comprenne qui pourra.

Comme il y a un fond d'honnêteté dans la nature humaine, la proposition d'amnistie de cet habile — c'est une des fines ficelles du Parti — fut magistralement blackboulée.

Un dernier mot. Copigneaux a reçu sa récompense : il vient d'entrer au Métropolitain, dans un bon fromage.

LES SOCIALISTES ORDINAIRES

Du citoyen Bracke, membre du Conseil national du Parti socialiste, dans l'Humanité *de lundi, 17 décembre, sous le titre :* Malentendu :

« Pour Hervé, plus on voisine avec l'anarchie, plus on est à gauche. Pour les socialistes ordinaires, l'anarchisme, qui n'est qu'une exaspération de la pensée bourgeoise, est à droite avec toute la bourgeoisie.... La clé de l'émancipation du prolétariat est dans la prise du pouvoir conquis par lui. Tout ce qui mène efficacement à ce terme, est moyen de révolution; rien de ce qui n'y mène pas n'a le caractère révolutionnaire, qu'il s'agisse ou non de violence. « Action « directe », c'est-à-dire, autant que cette expression a un sens défini en s'opposant à une autre action, corps à corps d'une partie de la classe ouvrière avec une partie du patronat; « grève générale », c'est-à-dire face à face du plus [illegible] possible avec toute la [illegible]

tre le pouvoir, par conséquent dans l'action politique. »

Si les « socialistes ordinaires » ont cette conception du communisme anarchiste, de l'action directe et de la grève générale, tant pis pour « les socialistes ordinaires ». Le malentendu entre eux et les syndicalistes révolutionnaires n'est pas près d'être dissipé.

M. MAUJAN A-T-IL CHEQUÉ ?

M. Maujan a-t-il chequé?

That is the question.

Me Bonzon affirme en avoir la preuve.

M. Maujan affirme qu'il est innocent comme l'enfant qui va naître.

Il en donne, d'ailleurs, plusieurs preuves.

La première, c'est qu'il a été réélu député aux dernières élections.

La seconde, c'est que son comité électoral le trouve blanc comme neige.

Il y a une troisième raison qui nous ferait croire à la parole de M. Maujan.

M. Maujan s'est institué, depuis que Déroulède a un bœuf sur la langue, le champion de l'honneur national et de la patrie.

Jamais on ne nous fera croire qu'un homme qui aime tant sa patrie et la Marseillaise *se soit laissé aller à chéquer, comme un simple panamiste.*

M. DOUMER CHEZ LE TSAR

L'ex-vice-roi Doumer vient d'être reçu par le Tsar.

Dans tous les milieux libéraux, démocrates ou socialistes russes, on a la conviction que le Doumer de l'Indo-Chine a partie liée avec le Rouvier du Panama, et qu'il est venu négocier à Pétersbourg le prochain emprunt, auquel travaille la Banque Française du Commerce et de l'Industrie (capital 60 millions), dont Rouvier est le directeur.

La Révolution Russe

DOUBASSOF BLESSE

Nous apprenons avec un véritable sentiment de soulagement, qu'un chien enragé, répondant au nom de Doubassof, qui, il y a un an, terrorisa Moscou, a pu être atteint, dans un jardin de Saint-Pétersbourg, par deux de nos amis qui ont déchargé sur lui leurs revolvers, puis ont essayé de l'abattre avec une bombe.

L'animal a pu s'échapper, paraît-il, mais assez grièvement blessé.

LA MISSION SECRETE DE M. ULAR

M. A. Ular, ancien collaborateur de M. Clemenceau à l'*Aurore*, a été envoyé en Russie par le ministre de l'intérieur, avec mission de le renseigner sur la situation exacte de ce pays.

Une lettre de M. Ular est tombée, par une maladresse que nous aimons à croire volontaire et préméditée, entre les mains d'un ami de la Révolution russe, qui lui a fait faire le tour de la presse moscovite.

Dans cette lettre, M. Ular, qui est plus clairvoyant et probablement plus indépendant que l'ambassadeur français à Pétersbourg, ne cache pas à M. Clemenceau :

1° Que la Russie n'est plus, pour longtemps, une puissance militaire, et qu'à ce point de vue, la sainte-alliance franco-russe est une duperie pour la France.

2° Que le nouvel emprunt serait englouti par le déficit croissant, qui sera vers 1907 d'au moins 750 millions.

3° Que depuis les libéraux et les plus modérés des K. D., jusqu'aux révolutionnaires, tout le monde en Russie maudit la France et les Français, qui ont la réputation d'usuriers vendant leurs principes pour de bons dividendes ;

4° Que la future Douma ne reconnaîtra pas un emprunt conclu sans son consentement ;

5° Que l'empereur d'Allemagne soutient de toutes ses forces le tzar dans sa résistance.

Voilà M. Clemenceau prévenu.

Pour une fois que les fonds secrets, qui ont sans doute payé les voyages de M. Ular, servent à quelque chose de propre, ne nous en plaignons pas, si du moins le ministre de l'intérieur sait tirer parti des renseignements que son envoyé lui a fait parvenir.

On ne demande pas à M. Clemenceau d'être ni un révolutionnaire, ni un démocrate, ni un libéral; ce sont choses qu'on ne demande pas sans naïveté à un ministre, même radical.

Mais on a le droit d'attendre de lui qu'il ne se conduise à l'égard de la révolution russe ni comme un crétin, ni comme une crapule.

LES JUIFS EN RUSSIE

Depuis quelque temps déjà, il n'y a pas eu de pogrom, c'est-à-dire de massacre en masse des Juifs.

On se contente maintenant de violer çà et là quelques jeunes filles juives, ou de piller quelque marchand.

Le gouvernement ne prête pas la main officiellement à ces ignominies : il laisse faire, ou encourage les bourreaux par son attitude générale à l'égard des juifs.

Récemment, le ministre de l'instruction publique a décidé de ne permettre en aucun cas que les Israélites fussent admis dans les écoles secondaires ou supérieures dans une proportion plus grande que 3 %.

Ces vexations contre leurs compatriotes n'empêcheront pas, vous le verrez, les riches banquiers juifs de France ou d'Allemagne, de favoriser ouvertement ou sournoisement le prochain emprunt russe.

Qu'on vienne après cela nous parler de la solidarité des juifs entre eux !

Plus d'Etrennes aux facteurs

La Confédération générale du Travail a publié un appel au public, invitant les travailleurs à refuser cette année les étrennes aux facteurs des postes.

Il faut que cet appel soit entendu.

Les étrennes sont inadmissibles. C'est une forme monstrueuse du salariat, et nul ne peut accepter que l'Etat patron, qui prélève d'immenses bénéfices sur le service des postes, oblige ses exploités à recourir à une mendicité honteuse pour se réserver de ne leur payer qu'un salaire misérable.

Il faut surtout insister sur ce fait que ces étrennes ne sont même pas soumises à une répartition équitable. Les facteurs de lettres [illegible]

la hiérarchie, les facteurs, receveurs et les gardiens de bureau ne touchent rien.

Chez les petits salariés des postes, c'est une inégalité révoltante. Une classe de privilégiés prospère, cependant que d'autres végètent ; et l'Etat prend prétexte de cet état de choses pour refuser toute amélioration.

Il oppose ces différentes catégories les unes aux autres, et les divise pour mieux règner. La grève des postes d'avril 1906 échoua par la faute des facteurs de lettres, qui, pour sauvegarder leur situation, trahirent leurs camarades moins fortunés.

Cette pratique des étrennes favorise encore la routine postale. Désespérément les facteurs de lettres se sont opposés il y a quelques mois à une réorganisation nécessaire du service, qui aurait eu pour résultat de diminuer leurs bénéfices.

Elle favorise encore l'odieux marchandage. Les facteurs de lettres profitent de la misère de leurs camarades pour se faire remplacer par eux au rabais, dans leurs tournées quotidiennes. Certains même attendent ainsi dans un service fictif, l'heure de la retraite.

Pour toutes ces raisons, camarades, refusez toute étrenne aux facteurs. En donner serait accorder une prime à la trahison. Que la bourgeoisie, qui en profite, en paie seule les frais !

Clemenceau agent de Police

> Nous sommes tous de la police, et j'en suis le premier agent. Si j'osais employer un mot d'argot, j'ajouterais que nous sommes une réunion de « flics » et je suis convaincu qu'aucune voix ne s'élèverait pour demander que la vie des dames génisses fût abrégée (Hilarité).
>
> *Le Matin.* (Discours de Clemenceau aux agents.)

I

Voyez passer sur le boul'vard
Ces deux sales bourriques ;
Ils mett'nt la main sur un vieillard,
Pauvr' ramasseur de chiques
A grands tours de bras
On l'pass' à tabac,
A coups d'botte on l'relègue.
Survient Clemenceau
Qui dit : Comm' c'est beau !
Je suis votre collègue !... (bis).

II

Recommencez, c'est épatant,
Dit l'ministr', ça délasse.
J'vas essayer d'en fair' autant
Mais sur un' autr' carcasse.
Voyez-moi c'pékin
Qui fait tant l'malin,
C'est une personn' seule.
Allez me l'chercher
Que j'puisse lui coller
Un marron dans la gueule ! (bis).

III

Coffrez-moi ces manifestants !
Ma parol' de ministre,
Mais avant de les fout'dedans
Faut qu'on leur administre,
Dans l'bas du foiron,
De grands coups d'talon.
Prenez vos airs bravaches.
Allons, mes amis,
Tapez c'est permis,
Nous sommes tous des vaches !... (bis).

IV

Minist' et flics républicains,
Vont donner toute entière
La multiplication des pains
A la classe ouvrière.
Si, pauvre martyr,
Vous n'voulez sentir
Le poing de la Justice,
Pour sauver vot' peau
Fait's comm' Clemenceau
Mettez vous d'la police !... (bis).

Lucien Roland.

Repos Hebdomadaire

Morale d'une chanson qui depuis le 13 juillet 1906 a déjà eu beaucoup de couplets.

Il y des naïfs croyant qu'il existe encore une loi sur le Repos Hebdomadaire !

Le Parlement a bien voté, en juillet dernier, une certaine loi dont le résultat pratique fut de permettre aux patrons de *ne pas* donner le Repos Hebdomadaire. C'est une loi ouvrière, une loi humanitaire...

On peut la résumer ainsi :

ARTICLE I. — *On ne peut faire travailler une même personne dans un même établissement plus de six jours par semaine.*

ARTICLE II (qui résume les articles suivants). — *L'article 1er ne sera jamais appliqué.*

Il est prévu, en effet, dans la loi, tant d'exceptions, de permissions, de dérogations et de tolérances, qu'un patron, qui désire faire travailler sept jours serait le dernier des imbéciles de ne pas trouver un bon prétexte juridique dans un coin de la **Loi.**

Généralisons le cas. Il en est du R. H. comme de toute réforme.

Nous aussi, nous sommes partisans des réformes ; mais ce sont de améliorations *véritables* que nous voulons, et non pas des améliorations *illusoires.*

Or les réformes ouvrières ont été, jusqu'ici, des trompe-l'œil, et le R. H. reste dans cette bonne tradition. Passons-les en revue :

La loi de *1893*, sur l'HYGIÈNE DES ATELIERS, n'est appliquée qu'à doses homéopathiques. Les ateliers-taudis de la petite industrie sont restés taudis. Tout au plus a-t-on pris l'habitude de couvrir les engrenages, ce qui, comme amélioration, est plutôt maigre.

La loi de *1898*, sur les ACCIDENTS, a été envahie par toutes les broussailles du maquis. Les Compagnies d'assurances ont recruté d'utiles auxiliaires parmi les médecins faméliques, et toute cette racaille d'intellectuels joue du faux certificat sur une grande échelle : ils ne constatent qu'un homme est malade que lorsqu'il est sur le point de mourir.

Pris entre le magistrat et le morticole à la solde de la Compagnie d'assurances, l'ouvrier blessé est en bien piètre posture. Il existe mille tours pour escamoter la loi de 1898, et seuls les Conseils judiciaires des syndicats ou des Unions peuvent en venir quelquefois à bout.

La loi de *1900*, la Millerand-Colliard ! la loi des Dix-Heures ! la grande pensée des socialistes parlementaires !... ah, laissez-moi rire ! Le Conseil d'Etat et la Cour de Cassation y ont passé et, avec cette loi, toute criblée d'exceptions, vouloir réduire la journée de travail, autant vouloir manger sa soupe avec une écumoire.

Une autre loi est en préparation : celle des retraites ouvrières. C'est la merveille du genre, elle fera des retraites aux ouvriers quand ils seront morts, mais par une escroquerie de grande envergure, elle prélèvera sur les salaires des travailleurs de quoi amortir la Dette du gouvernement bourgeois.

Au lieu de faire de véritables réformes, les parlementaires ont saboté des espèces de postiches, appelés « lois ouvrières » pour les gogos, mais qui n'ont d'ouvrières que le titre.

Je crois bien que c'est dans un roman de [illegible] qu'un rapin peignit, en trompe-l'œil, [illegible] de sa mansarde, un poêle bien bourré et rougeoyant : quand il regardait son poêle, cela lui tenait chaud. Quand les prolétaires pensent aux lois dites ouvrières, ils se sentent protégés.

Cependant ne disons pas trop de mal de la loi du R. H. Grâce à elle il y aura un peu plus de magasins ouverts le dimanche, mais, par contre, une agitation salutaire a été créée ; les employés commencent à s'agiter.

On se souvient que les paysans russes étaient si sots avant la guerre russo-japonaise, que les révolutionnaires, pour les soulever, durent leur assurer que c'était le Tsar qui ordonnait de reprendre les terres des grands propriétaires et de couper les forêts. De même, pour remuer les employés il fallut leur raconter qu'il existait une loi accordant le Repos Hebdomadaire, et ils se mirent à manifester en acclamant une loi qui n'existait pas. Il faut prendre les hommes comme ils sont.

Ce fantôme de loi eût encore l'avantage de dissiper l'illusion démocratique, la dangereuse illusion démocratique, selon laquelle le Peuple (ouvriers et boutiquiers amis) combattent le capitalisme réactionnaire.

Or, à l'occasion du R. H., les démocratiques petits propriétaires, se sont dressés en bloc contre les prolétaires. La lutte de classe a été nettement définie, non pas entre républicains et réactionnaires, mais entre prolétaires et propriétaires. Et les premiers ont vu que les plus sauvages exploiteurs sont parfois les plus petits.

Il faut savoir tirer du R. H., et de toute loi dite ouvrière, l'enseignement qu'elle comporte. Toutes sont des duperies, mais les déceptions qu'elles provoquent sont singulièrement éducatives.

Par ces précieux fiasco, on apprend, mieux que dans les livres, que les travailleurs ne peuvent compter que sur leur propre sur leur seule action.

Si tu veux le R. H., si tu veux une réforme ou réformette, si tu veux l'émancipation totale, ouvrier, tu n'auras que ce que tu prendras toi-même — par le *Faustrecht*, le Droit du Poing.

A. Bruckère.

A NOS LECTEURS

LA GUERRE SOCIALE est l'organe et seulement l'organe du prolétariat révolutionnaire.

LA GUERRE SOCIALE ne vit et ne vivra que par l'aide constante, le concours dévoué des militants.

A ceux qui trouvent notre tentative intéressante de nous aider.

On peut nous aider :

1° En nous adressant des souscriptions, si modestes soient-elles.

2° En s'abonnant et en payant d'avance l'abonnement.

3° En nous faisant parvenir des listes de camarades susceptibles de s'abonner.

4° En nous adressant des informations exactes et rigoureusement contrôlées et en nous dénonçant tous les abus de pouvoir par trop criants dont on aura connaissance.

La Dissolution du Reichstag et les Socialistes Allemands

Dans un mouvement d'humeur, le Kaiser a dissous son Reichstag.

Motif : Le centre catholique, qui formait depuis longtemps le ban de sa majorité, s'est cabré devant une demande de crédits coloniaux.

Les députés socialistes allemands, qui mènent, il faut le reconnaître, au Parlement et dans leurs journaux, une campagne méthodique contre les expéditions coloniales et le militarisme, ont applaudi la lecture de l'oukase de dissolution, convaincus qu'ils reviendront plus nombreux au prochain Reichstag.

Ils n'auront pas de peine à y revenir plus nombreux, avec le programme édulcoré, émasculé, avec lequel ils se présentent devant les électeurs.

Voici le passage essentiel de la déclaration que le *Vorwærts* publiait dès le soir de la dissolution :

> Pour la démocratie socialiste, le mot d'ordre électoral est donné par les événements. Elle mène la bataille contre le gouvernement personnel, pour la défense des droits populaires menacés.
>
> Elle lutte :
>
> Contre l'accroissement exorbitant de la flotte et contre la politique mondiale, contre la politique coloniale épuiseuse du peuple, contre l'avilissement de l'honneur national par des forfaits coloniaux.
>
> Elle lutte :
>
> Contre l'exploitation du peuple par le régime usuraire des douanes et de la fermeture des frontières, contre le prix usuraire du pain et de la viande qui, en dépit de la prospérité économique actuelle, épuise scandaleusement le peuple ouvrier.
>
> Elle lutte :
>
> Contre le nouveau projet de maisons de correction, contre la nouvelle loi antisyndicale, par laquelle les organisations ouvrières, péniblement édifiées au prix de sacrifices sans nom, seront bientôt bâillonnées et ruinées !
>
> Elle lutte :
>
> Pour émanciper la majorité laborieuse du peuple du joug de la classe dominante, pour l'égalité politique et sociale de tous les membres du peuple, pour la liberté et le droit !
>
> La lutte nous est offerte ; acceptons-là avec toute notre énergie ! En avant pour le droit, pour la civilisation, pour l'humanité ! A la bataille électorale !

Dans *l'Humanité*, notre camarade Albert Thomas s'extasie devant l'énergie d'un tel programme :

> Seule, nous le répétons, la démocratie socialiste apporte sur toutes les questions des solutions cohérentes et nettes; seule, elle est capable de mener à fond la bataille. Immédiatement, le soir même de la dissolution, elle a pu proclamer hautement son programme; et il est d'une netteté politique qui réjouira les socialistes de tous pays. Puisse-t-elle trouver au cours de la campagne les appuis nécessaires à sa réalisation !

On n'est pas difficile, à *l'Humanité*, en matière de programme révolutionnaire.

Il n'y a pas un seul bourgeois radical qui, en France, se contenterait d'un boniment électoral aussi plat, de clichés électoraux d'une telle banalité.

Il n'est pas étonnant qu'avec des déclarations aussi peu compromettantes et en se donnant comme les champions de « l'honneur national allemand », les socialistes allemands arrivent à piper trois millions de suffrages « socialistes ».

Et c'est cette pauvre social-démocratie qui prétend régenter le socialisme international !

En pleine opposition, avoir peur de heurter les sentiments conservateurs et patriotiques du bétail électoral !

Que sera-ce donc, lorsque le Kaiser, à l'instar de nos Waldeck-Rousseau, de nos Rouvier et de nos Clemenceau, prendra des ministres « socialistes » ?

G. H.

La Justice

Un agent ne ment jamais

« La vraie mendicité, messieurs, n'est point « sur ces bancs, elle escalade vos escaliers, « vêtue du costume de facteur et se rend à « votre domicile avec l'autorisation officielle « du sous-secrétaire d'Etat des postes et télégraphes.

« La vraie mendicité, elle vient d'être consacrée non moins officiellement devant les « Chambres, qui ont ajouté au budget 5 millions de dépenses pour l'entretien des tapeurs de MM. les députés et sénateurs... »

Ainsi plaidait, samedi dernier, 8 décembre, en la neuvième chambre du tribunal correctionnel de la Seine, l'ancien antimilitariste bien connu, maintenant assagi et revenu de ses erreurs passées, Georges Lhermitte, avocat à la Cour d'appel de Paris.

Il s'agissait d'un pauvre diable de cinquante-deux ans, ancien ingénieur civil, dont la maison fut brûlée deux fois et qui, ruiné et accablé par toute sorte de maladies, fut admis comme pensionnaire à la maison hospitalière (?) de Nanterre.

Dans le courant du mois dernier, François Pierret, c'est le nom du pauvre hère, demandait et obtenait un congé d'un mois, préférant crever de faim en liberté qu'en esclavage. Pour se procurer quelques sous, il vendait ou essayait de vendre des lacets.

Le 22 novembre, il se promenait rue de Rivoli ; une personne charitable lui remit une petite pièce de billon sans qu'il l'eut sollicitée. Il n'en fallut pas plus pour qu'un des disciples de M. Clemenceau mit la main au collet du malheureux et le conduisit au poste. L'agent fit son rapport et, pour donner plus de poids à son témoignage, déclara avoir arrêté Pierret alors qu'il mendiait à la terrasse du café qui se trouve au 146 de la rue de Rivoli (c'est le coin de la rue de l'Arbre-Sec).

A l'audience, l'agent renouvela ses déclarations sous la foi du serment. Georges Lhermitte fit alors remarquer qu'entre le numéro 136, coin de la rue du Roule, et le numéro 156, au coin de la rue du Louvre, il n'y a pas un seul café ni débit de vins !

Malgré ce flagrant délit de mensonge, M. Toutain — que voulez-vous, la loi est la loi et un agent est infaillible — M. Toutain n'infligea qu'un mois de prison, **sans sursis**, à François Pierret, dont c'était, à cinquante-deux ans, la première condamnation, et qui était sous les verrous depuis dix-sept jours ! Il est vrai qu'il aurait pu lui coller six mois.

Et, après l'affaire Crainquebille, d'Anatole France, certaines personnes ont prétendu que le récit en était outrancier !

Doux pays ! douce loi !! et doux magistrats !!!

Sokoloff confirmé en appel

Notre camarade Sokoloff vient de se voir confirmer, en appel, la condamnation à cinq ans de prison prononcée contre lui, il y a quelques mois, par la correctionnelle, pour avoir voulu dissuader Stryga de lancer une bombe.

Voici les faits, qui sont mal connus :

Aux environs du 1er mai — à l'époque de l'emprunt russe — notre camarade Stryga, anarchiste russe, conçut le projet, que les lois scélérates nous empêchent de discuter comme nous le voudrions, de servir une bombe à un grand-duc, selon les **uns, au** Crédit Lyonnais, disent les autres.

Il considérait que le grand-duc — ou le Crédit Lyonnais — s'était mis hors l'humanité.

Notre camarade Sokoloff, qui n'est pas anarchiste, mais membre du parti socialiste-révolutionnaire russe, s'efforça de l'en dissuader.

Non que Sokoloff fût hostile à l'emploi des moyens terroristes *en Russie*, ou qu'il eut la moindre sympathie pour les grands-ducs assassins de Russie ou leurs complices, les financiers du Crédit Lyonnais ; mais il estimait qu'il valait mieux s'abstenir, *en France*, de l'emploi de dynamite, fût-ce dans l'intérêt de la révolution russe.

A force d'insistance, Sokoloff réussit à détourner Stryga de son projet et le conduisit au bois de Vincennes, où Stryga devait détruire sa bombe.

En route, la bombe éclate, tuant Stryga, et criblant Sokoloff d'éclats de fer.

Sans pitié pour les souffrances atroces de notre camarade, sans égard pour le rôle pacificateur joué par lui, les robins de la bourgeoisie ont infligé à notre ami la peine que l'on sait.

Moralité :

Si jamais vous apprenez qu'un camarade veut déposer une bombe chez un grand duc ou au Crédit Lyonnais, ne vous mêlez pas de l'en dissuader.

Si vous vous en mêliez, il pourrait vous en cuire : cinq ans de prison, tel est le tarif de ces messieurs. Qu'on se le dise.

Juges à plat ventre

Me Bonzon, l'autre jour, demandait à ce que M. le député Maujan fût cité comme témoin dans une certaine affaire Lepère.

Me Bonzon prétend avoir la preuve que M. Maujan a extorqué un chèque de 25.000 francs à M. Lepère.

Mais M. Maujan, la bonne à tout faire de M. Clemenceau, est un député et un journaliste influent.

Aussitôt nos robins de mettre la lumière sous le boisseau, en refusant de faire droit aux conclusions de Me Bonzon.

Nos chats-fourrés n'aiment pas à déplaire aux puissances ; chacun sait cela.

Notre Belle Armée

LA VACHE A LAIT

Chaque jour vient consacrer la gloire de notre belle armée...

Il y a quelque temps, nous apprenions — sans la moindre surprise, évidemment, — le singulier emploi que divers intendants militaires du département du Nord faisaient des deniers affectés à la défense nationale. Ces jours-ci, nous eûmes au Palais-Bourbon de retentissants débats, au cours desquels M Humbert, député, fit connaître à ses collègues, stupéfaits, paraît-il, par ses révélations, de quelle façon nos « brillants officiers » préparaient à Verdun, place forte et ville frontière, cette trop fameuse défense. L'énumération précise de « gaspillages » — l'armée TOUT ENTIÈRE ne constitue-t-elle pas un formidable gaspillage de force et d'argent ? — mis à jour par M. Humbert, remplit plusieurs colonnes de l'*Officiel*. Bornons-nous, pour l'instant, à relever les faits principaux :

Les officiers généraux occupent le double des ordonnances. Un capitaine écrivait dernièrement : « Je ne commande qu'à des cuisiniers, des valets de chambre et des bonnes d'enfants ». Le larbinisme est élevé par les soudards de Verdun à la hauteur d'une institution nationale.

Continuons...

Les soldats et les sous-officiers sont mobilisés pour servir de domestiques aux officiers de cette garnison, dénommée par une haute personnalité la « garnison du tout à la joie ! » Voici d'ailleurs, en quoi consiste selon la délicieuse expression militaire « la bonne exécution du service » : les soldats, sous-officiers, caporaux ou brigadiers chasseurs ou hussards, sont chargés de ramasser les balles de tennis, de préparer les rallyes, les chasses et les patinoires. Deux soldats sont préposés pour mettre les patins aux dames. Ce n'est pas tout.

Il y a pour les officiers un chenil gardé par deux hussards faisant l'office de valets de chiens.

Le cercle militaire occupe comme personnel une compagnie entière avec ses cadres. La femme d'un officier ayant changé son jour de réception, *cinquante* plantons et *cent* gradés ont été requis pour porter les avis aux 600 officiers de la garnison.

A ces plaisirs on crève des chevaux, on estropie des hommes, on ruine les richesses d'une nation, qu'importe, c'est la princesse qui paie !

Il était intéressant, au lendemain de ces débats, où les prévarications de nos officiers concussionnaires furent, une fois de plus, mises en évidence, de lire les commentaires de la presse républicaine. Ce fut une réédition générale de tous les vieux clichés : « *Heureusement que de pareils faits sont une triste exception* »...

Ne concluons pas du particulier au général ! » — L'armée ne saurait être suspectée pour la faute de quelques-uns », etc.

Nous ne saurions croire à tant de naïveté. Comme nous, tous ces gens-là savent parfaitement que les révélations apportées à la tribune de la Chambre par M. Humbert ne sont pas particulières à la garnison de Verdun.

A un degré plus ou moins élevé, les mêmes gaspillages, la même incurie se manifestent. Toute cette gabegie est le chancre qui vit et se développe dans tous les corps d'armée. Les autres nations n'ont rien à envier à la France. Les correspondances nous apportent l'écho des scandales innombrables qui sévissent chez les armées voisines. Les révélations de l'auteur de *Petite Garnison* et du policier Stéphani, pour l'Allemagne, sont encore présentes à la mémoire de tous.

Malgré les efforts de tous nos législateurs, des pacifistes, des partisans d'une « armée républicaine et démocratique » les mêmes faits se renouvelleront tant que le Militarisme sera debout. Bien borné est celui qui en doute.

LES CONSEILS DE GUERRE

Défiant toutes les critiques, se moquant de la généreuse campagne entreprise pour la suppression des tribunaux d'exception que sont les conseils de guerre, les juges militaires de Besançon font à nouveau parler d'eux.

Ces jours derniers, le soldat Navilly, en garnison à Lons-le-Saulnier, était traduit devant cette juridiction d'un autre âge, pour y répondre d'un coup de tête donné à son caporal dans un moment d'humeur. Pour ce délit insignifiant, qui, dans la vie civile, aurait valu, à son auteur, **vingt-cinq francs d'amende,** les juges militaires condamnèrent Navilly à la **peine de mort.**

La monstruosité d'une pareille sentence par rapport à la peccadille commise souleva de telles protestations que M. Chéron, sous-secrétaire d'État à la guerre, répondant à une interpellation, dut flétrir du haut de la tribune de la Chambre « cette condamnation inhumaine et scandaleuse ». Et pour en finir avec ces iniquités, M. Chéron, au nom du gouvernement, promit de déposer dans « quelques jours », le projet de loi supprimant complètement la juridiction militaire.

Il ne faudrait pas trop s'illusionner sur de pareilles promesses. Nous savons ce qu'en vaut l'aune. Ce projet abolissant les conseils de guerre ne sera déposé et voté qu'à la condition essentielle que nos législateurs sentent gronder derrière eux une agitation de plus en plus impérieuse, de plus en plus menaçante...

Il est évident que la suppression de ces tribunaux ne résoudra pas le problème du militarisme. Mais il faudrait être sot ou aveugle pour ne pas voir, dans ce fait, des symptômes heureux, présages de la chute définitive du militarisme.

Eugène Merle.

Sucreries et Doléances

Syveton leur résistait, elles, etc.

La publication du dossier de l'instruction relative à la mort de Syveton (dossier tombé entre les mains de M Jean de Bonnefon, à la suite d'une opération qui est un secret de police) lèvera tous les doutes sur le prétendu suicide du député du deuxième arrondissement. Il faut des bottes d'égoutier pour descendre dans ce cloaque. Les contradictions inouïes, les invraisemblances crapuleuses, les mensonges criminels y fourmillent, dans une cascade d'égout. On y voit une pucelle fréquenter tranquillement le Joubert sans avoir été déflorée à l'abordage de ce torpilleur. Une autre, virginale comme un lys de cuisine, en compagnie d'une matrone quadragénaire et d'une fillette de douze ans, allait dans un hôtel meublé « donner des preuves de sa vertu », etc.

En attendant que les révolutionnaires et humanitaires — comme jadis pour Dreyfus — se lèvent pour réclamer justice, nous pouvons affirmer que, pour tout lecteur impartial, l'opinion sera

faite : Syveton semble avoir payé de la mort le fait d'avoir voulu préserver sa vertu des robes brûlantes de ces Putiphars.

Notre princesse municipale.

Six conducteurs de travaux de la Ville de Paris, s'ennuyant par la saison chaude, se firent déléguer par leur Amicale à l'Exposition de Milan. A leur retour, ces fonctionnaires présentèrent leur petite note de frais... à qui? à quoi?... à la Caisse municipale, parbleu!

Voici la petite facture, pour solde de tout compte :

Voyage (aller et retour)........	159 40
Frais de séjour (8 jours à 25 fr.)	200 »
Total....	359 40×6=2.156 40

Il ne manque que l'article : « On n'est pas de bois ».

Notez que le voyage en première classe (classe réservée aux ingénieurs) coûte pour Milan 129 fr. 10 seulement, et que, en temps d'Exposition, on délivre des billets à prix excessivement réduit.

N'importe. La Ville de Paris n'est pas dure pour ses gros fonctionnaires. Ce petit débours a été inscrit, sans difficulté, au budget (chap. 4, art. 9 36). Nos six conducteurs ont, de plus, palpé intégralement le traitement courant pendant leur absence.

Les contribuables parisiens font bien les choses.

Bavardomanie.

On connaît la déplorable manie qui sévit dans les milieux syndicaux. Le moment n'est pas encore venu où, dans les Bourses du Travail, les militants diront enfin des choses précises avec simplicité. Des discours interminables, inextricables et touffus comme une barbe, remplacent de simples oui ou non attendus.

Un militant syndicaliste est généralement d'autant plus coté qu'il a le robinet du bagout complaisant et qu'il étire la période (?) comme une soupe au fromage... Et Pierre succède à Paul pour mettre au gratin ce que vient de dire Paul, et cætera, jusqu'à ce que les patients soupirent enfin après « la clôture ».

Ainsi il fut au Congrès d'Amiens — que je dus quitter le troisième jour, à midi. Au moment précis de mon départ, on abordait seulement le paragraphe premier de l'ordre du jour.

La première journée, on eut campo pour la vérification inachevée des mandats. Le deuxième jour, la Bourse de Lyon nous sortit ses différends avec sa municipalité, en nous offrant un déballage soigné de linge de province. Cet extra, qui eût pu se rééditer pour toutes les autres villes (Paris, par exemple) dura trois heures de pendule. A la troisième heure, quelques congressistes s'aperçurent que la question n'avait rien à voir avec le Congrès corporatif d'Amiens, et Yvetot fit alors accepter une « motion d'ordre » qui, présentée dès le début par moi, avait été conspuée d'autorité. Il paraît qu'il n'y avait pas de « désordre »... dans l'ordre du jour.

Vint ensuite le cas d'expulsion du Congrès d'un journaliste, à la plume vermineuse et stercoraire. Pour balayer une ordure il faut le temps de prendre le balai, simplement. Mais la bavardomanie veillait. Une véritable pluie de réquisitoires s'abattit sur cet important sujet. [illegible] sub linguâ, vers onze heures du matin, le cloporte du Réveil du Nord était encore, à quatre heures du soir, crucifié par les philippiques irritées, qu'il n'entendait plus, puisqu'il avait décampé dès la première heure...

Conséquence du régime parlementaire : le bulletin de vote est évidemment frère du bulletin de gueule.

E. Janvion.

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

L'IMPOT DU SANG

On s'est beaucoup amusé d'entendre dire de la bourgeoisie qu'elle buvait la sueur des ouvriers. La sueur de ces gens sales ! La vérité est autrement tragique. Ce n'est pas seulement la sueur du peuple qui sert à édifier le bien-être des riches. Les belles dames ne peuvent avoir de fanfreluches, de bijoux et d'équipages, leurs enfants ne peuvent apprendre à juger et condamner, leurs femmes ne peuvent fréquenter les cercles mondains que si les travailleurs consentent à payer de leur sang toutes ces jouissances.

Les pacifistes, qui sont des personnes sensibles, s'émeuvent à bon droit du sang versé dans les guerres entre nations. Mais le sang dont le peuple arrose chaque jour le champ de bataille économique ne les intéresse pas. On n'exigeait autrefois de la classe ouvrière qu'un travail de force, de patience et de précision. Cependant, les temps ont changé. La machine est venue qui a fait de l'artisan une sorte d'esclave domestiqué à ses exigences. Et la machine taille dans la chair humaine mise à sa disposition, dans une proportion telle que les horreurs guerrières s'en trouvent dépassées.

D'une statistique incomplète — il y manque les voies ferrées et les mines — publiée pour l'année 1904, on tire 222,124 déclarations d'accidents transmises aux services des inspecteurs du travail. Ce chiffre formidable correspond à 608 victimes par jour, à un blessé par minute, pour une journée de dix heures de travail. Et cela, d'un bout à l'autre de l'année. Si l'on ajoute à ce chiffre les accidents survenus dans le personnel des voies ferrées et des mines, si l'on tient compte de la progression normale du nombre total, qui découle naturellement de l'importance du machinisme chaque jour plus développé, on arrive à s'apercevoir d'une situation qui permet d'affirmer sans exagération que si la bourgeoisie dédaigne la sueur du peuple, elle s'accommode fort bien de son sang.

Comme certaines personnes qui trouvent que la guerre est un mal nécessaire, le législateur estime qu'il n'est pas possible d'éviter les accidents du travail. Les mesures préservatrices reviendraient plus cher que ne coûte le sang du peuple. Il devient légal qu'un ouvrier soit sacrifié par minute au bien-être de ses maîtres. Les industriels esquivent non seulement la pénalité qui pourrait enrayer le sacrifice, mais la responsabilité même de toute cette chair meurtrie, de tout ce sang répandu.

La loi de 1898 qui constitue l'une des principales lois de protection ouvrière, intervient surtout pour retirer au patronat le souci des responsabilités. Elle accorde à l'ouvrier certaines garanties appréciables, mais elle le livre, ignorant et faible, dénué des connaissances essentielles, à l'avidité monstrueuse des Compagnies d'assurances. Celles-ci possèdent des hommes d'affaires experts dans l'art de culbuter la loi et de la violer dans leurs cabinets particuliers.

Nous possédons, sur les compagnies d'assurances, des documents capables d'éclairer les anfractuosités de ces repaires. Car s'il est une exploitation odieuse, c'est bien celle qui fait prime sur les éclopés, sur les infirmes, sur les invalides du travail. S'il est un marché répugnant, c'est bien celui sur lequel se discute le prix d'un doigt, d'un pied, d'un bras ou d'une jambe ; où les horribles marchands palpent, examinent et retournent sous les yeux de leurs compagnes ou de leurs enfants terrifiés, les cadavres d'ouvriers arrachés à l'outillage féroce, afin d'en diminuer le prix, d'en déconsidérer la valeur marchande.

L'industriel, qui peut être également un actionnaire des compagnies, assiste plein d'indifférence à leurs agissements scandaleux. L'accident arrivé à l'un de ses ouvriers, ne l'empêche pas d'être un philanthrope convaincu, capable de bons conseils et de recommandations. Le reste le trouve impuissant. Il ne se mêle que de toucher la part de bénéfices qui lui revient et laisse aux agents des compagnies, le soin de traiter les ouvriers et leurs représentants ainsi que des malfaiteurs retour du bagne.

Voyez-vous ces milliers d'infirmes venant s'adresser aux compagnies pour obtenir le prix de la chair et du sang qu'ils laissèrent aux dents de la machine trépidante. L'accident a tout bouleversé dans l'intérieur de ces besoigneux. Le travail bien rétribué n'étant plus possible, le pain est venu à manquer, les dettes se sont accumulées chez les fournisseurs devenus hostiles. L'homme déshabitué d'un travail continu, apprend le charme des longues flâneries, tandis que les mioches dépérissent et que la femme, aigrie, s'en est allée vers d'autres infortunes.

Quelle proie facile que tous ces êtres de désespoirs, avec leurs traits convulsés et leurs mains tremblantes. Que demandent-ils ? Un peu d'alcool pour calmer leur inquiétude, une aumône, quelques sous obtenus parmi les menaces et les injures. Demain, on dira d'eux qu'ils ne méritent pas la peine prise par le législateur pour leur faire accorder une indemnité, en échange du membre qui leur manque. Leur inconsciente dépravation légitimera les signatures extorquées aux illettrés, les dénis de justice, les abus de pouvoir, le vol cynique, le pillage effronté dont ils sont victimes. Et nul ne voudra voir, dans l'ombre du cabinet d'affaires, les complices qui se partagent les bénéfices.

Interrogez le monde du travail, dans n'importe quelle corporation, à n'importe quel moment de sa production, et les témoignages, les cris d'indignation et de colère sortiront nombreux de cette foule doublement exploitée. Puissantes et respectées, les compagnies ne craignent pas qu'il puisse venir à l'idée de quelqu'un, de leur demander des comptes. La presse qui dit tout est elle-même, par un accident singulier, devenue muette et les machines continuent à jeter chaque jour aux rebuts, des travailleurs atteints en pleine vigueur, en pleine force.

Pour les accidents du travail, plus que pour tout le reste le silence est d'or !

Henri Duchmann.

L'Orgueil de M. Clemenceau

Celui que Barrès qualifia de « grand orgueilleux » revendiquait naguère le titre, glorieux à ses yeux, de « premier agent » de France. Cet aveu de servilité ne nous apprit pas grand'chose. Nous savions déjà que, par sa fonction même, un président du Conseil — ou même un simple ministre à étiquette socialiste — accepte le rôle de gardien des intérêts capitalistes. Pourtant, jamais ministre, avant Clemenceau n'avait osé proclamer aussi bruyamment une telle vérité.

Nous avons connu un Clemenceau fièrement dressé contre l'injustice, un Clemenceau apologiste du Dr Stockmann, de l'individu affranchi de préjugés contre la collectivité ignorante et oppressive.

Ce même Clemenceau, arrivé au summum de son ambition, accepte aujourd'hui la responsabilité de toute l'injustice sociale. Lamentable chute d'un homme qui, par son intelligence, méritait mieux.

La société bourgeoise n'accorde le pouvoir qu'au prix de cent concessions. L'orgueil d'être le dominateur se paie de l'humiliation de n'être, en dernière analyse, qu'un vulgaire « flic » au service du Capital.

Et cela montre à quel point les rêves nietzschéens entraînent pour leur réalisation de bassesses et d'irrémédiables déchéances.

L'homme probe s'écarte, instinctivement, des avenues du Pouvoir.

F. D.

Le

Mouvement Ouvrier

Ici, chaque semaine, nous rendrons compte des manifestations multiples de la vie ouvrière.

Plus que jamais s'intensifie la lutte de classes. D'une part, ceux qui ont eu en naissant ou ont trouvé plus tard les rentes on la « combinaison » leur permettant de mener la vie large, de s'assurer une vieillesse à l'abri des aléas ; de l'autre côté, l'immense cohue des salariés dont une maigre pâtée paie un labeur exténuant et quotidien.

Les conservateurs intéressés et les destructeurs intéressés du système social sont aux prises. De quel côté vont se diriger nos coups ? La question est superflue. La bourgeoisie sait qu'elle a, en nous, des ennemis irréductibles ; la classe ouvrière fonde sur nous des espérances. Celle-ci et celle-là, à des titres différents, peuvent compter sur notre énergie.

Sans la flagorner systématiquement, nous défendrons les intérêts et les revendications de la classe ouvrière. Nous lui dirons même des vérités désagréables, si cela est nécessaire. Espérons que ce ne sera pas.

Il ne faut, cependant, se leurrer : les prolétaires ne sont pas toujours des « anges ». Ils sont souvent, trop souvent, des crétins indécrassables ou des « mufles ». Est-ce leur faute ? Nous ne le pensons pas ! Ils sont les produits naturels d'une organisation économique dont le développement exige des larbins inamovibles.

La bourgeoisie a les apaches qu'elle a allaité, le « populo » qu'elle a éduqué. Ce sont les dirigeants qui sont les « princes » et les éducateurs des générations qui se sont succédées — inclus la génération présente. Il sied d'établir et de ne point permettre le déplacement des responsabitités.

Nous n'ajouterons rien au poids formidable — physique et moral — qui pèse sur le prolétariat. Bien au contraire ! Nous ferons en sorte de travailler fortement pour son affranchissement, de le sortir du fumier où son cœur et sa raison s'enlisent.

Nous apportons à cette tâche le désir immense de vérité qui nous anime, persuadés que les faits, sans être grossis — encore moins dénaturés — que la réalité, sont les meilleures armes et les seuls procédés dignes de la cause que nous entendons défendre et faire aboutir.

Aux amis de partout, auxquels notre ligne de conduite plaît, à nous aider.

Nous vivons à une époque où, sous prétexte d'intérêt collectif et d'intérêts particuliers, l'individu est étranglé. Impuissant à faire entendre sa plainte, nous voulons qu'il ait une tribune où pouvoir l'exprimer. La voici :

« A toi — paysan, ouvrier, « en dehors », bourgeois, dont la raison est froissée — qui veux expliquer tes souffrances, revendiquer tes droits, dire tes rancœurs, cracher ton mépris à ceux de ta classe, nous offrons la fraternelle hospitalité de ces colonnes.

Henri FABRE.

COUP D'ŒIL RETROSPECTIF

Les grèves de Saint-Claude

En août dernier, les pipiers de Saint-Claude résolurent de présenter, à leurs employeurs, une échelle de tarifs plus rémunérateurs. Il leur fut répondu par une diminution sensible sur les prix en vigueur. C'était la guerre. Le patronat sanclaudien désirait, depuis longtemps, faire payer aux ouvriers l'attitude nettement anticléricale prise au moment des inventaires. L'occasion était trop belle pour la laisser passer.

Pendant neuf semaines, les ouvriers tinrent bon et les patrons s'obstinèrent. Il ne fallut pas moins que la menace d'une grève générale de toutes les corporations pour faire accepter, par les fabricants de pipes, les salaires exigés. Des incidents graves avaient marqué cette grève et de nombreuses condamnations avaient été prononcées par les tribunaux criminels ou de simple police ; mais c'était la victoire.

Les patrons qui n'avaient cédé qu'à contre-cœur, mijotèrent leur revanche. Dans chaque usine de petits conflits surgirent et furent aplanis par le sang-froid de nos camarades. Aux ateliers Deguinguand, il n'en fut pas de même et des injures graves furent adressées par un contre-maître à un ouvrier syndiqué. Ce fut le signal d'une nouvelle cessation du travail. Le patronat répondit en déclarant le lock-out et en refusant d'entrer en pourparlers. Sous-préfet et députés s'entremirent sans résultat. La grève durait depuis trois semaines et la victoire ouvrière était presque certaine grâce à la solidarité des autres corporations (la première grève s'était liquidée avec un excédent de 1.800 fr. de recettes), quand surgit un incident vraiment déplorable. Un militant pourtant actif, socialiste et syndicaliste, le camarade Ponard, effrayé peut-être par le préjudice porté à la « Fraternelle » (Société coopérative) et plus soucieux de maintenir cette organisation ouvrière que d'affronter une situation, pour lui, sans issue, fit entrevoir aux grévistes que la grève pouvait durer jusqu'en mars 1907. C'était jeter le découragement parmi les grévistes. Il présenta, dans différentes réunions un ordre du jour demandant aux ouvriers « s'ils étaient partisans de continuer la grève à outrance, durât-elle jusqu'en mars 1907 ou de rentrer aux ateliers ». La grève à outrance fut votée dans toutes les réunions à une énorme majorité. C'est ce qui arrive ordinairement en pareil cas. En réunion publique on lève toujours les mains pour les attitudes les plus énergiques. Mais rentrés chez soi les grévistes pensèrent que le mois de mars 1907 était encore bien loin. Les ouvriers des autres corporations, qui prélevaient le 10% sur leur salaire, firent la même réflexion. Ce fut le signal de la débandade. Le lundi — l'ordre du jour avait été présenté dans les réunions du vendredi et du samedi — une soixantaine de grévistes regagnèrent les ateliers ; les jours suivants les défections se multiplièrent et, finalement, la rentrée, l'oreille basse, s'imposa. La victoire, cette fois-ci, était aux fabricants. Les vainqueurs ne se montrent presque jamais généreux : 300 camarades, environ, furent renvoyés et ce fut, comme par hasard, les plus actifs.

Il ne nous convient pas d'accabler Ponard pour une maladresse qui lui apprendra, à l'avenir, à être plus circonspect — encore que cette maladresse coûte le gagne-pain à trois cents des nôtres — mais il nous appartient de fixer la cause d'un terrible échec ; et, c'est, peut-être, éviter son retour.

EXPLOITS DE « FLICS »

Jeudi soir la Fédération de l'Alimentation tenait un meeting, en faveur du repos hebdomadaire, à la Bourse du travail. Quatre mille personnes avaient répondu à l'appel des organisateurs. Bousquet, au cours de son discours, signala la duplicité de Son « Excellence » le citoyen Viviani, en donnant lecture d'une lettre adressée à l' « Inspecteur du travail », à Angoulême, lui enjoignant d'accorder, jusqu'à nouvel ordre, une demi-journée de repos par semaine ; ou deux journées par mois. Ce qui constitue un viol flagrant de la loi sur le repos hebdomadaire. Les auditeurs indignés se répandirent, à l'issue de la réunion, sur le boulevard Magenta et la place de la République en criant : « Vive la loi ! »

Les agents de M. Lépine se précipitèrent sur les manifestants, avec leur douceur habituelle, mais ceux-ci, moins pacifiques que le cri qu'ils poussaient, rendirent coup pour coup. Un nouveau meeting est annoncé pour jeudi 20 courant.

SOLIDARITE OUVRIERE

La grève de Fougères

Le « lock-out » devient l'arme bénie de la rapacité capitaliste. Partout, les patrons s'organisent pour faire échouer les revendications légitimes de la classe ouvrière. Gros et petits industriels s'entendent à merveille pour museler leurs serfs. Ils réussissent parfois et parfois ils échouent, tout dépendant de la clairvoyance et de l'énergie des victimes désignées.

C'est à Fougères que MM. les patrons exercent présentement. Le 5 novembre dernier ils firent afficher dans leurs usines le placard suivant :

« Par décision de la chambre syndicale des fabricants de chaussures de Fougères, en date de ce jour, vu que les ouvriers travaillant aux machines Boston, malgré les augmentations de salaires consenties, persistent à exiger plus encore et à ne pas reprendre le travail, les signataires informent que dans leurs usines, le travail cessera dans la huitaine, c'est-à-dire le lundi 10-novembre au soir, pour tout le personnel ; il ne reprendra que lorsque ces exigences auront été retirées. »

(Suivent 22 signatures.)

Il était enfantin, de la part du patronat fougerais, de penser que les ouvriers, ainsi avertis, attendraient le 10 au soir — comme le fixait le bon plaisir des 22 signataires — pour quitter le travail.

La Chambre syndicale des ouvriers cordonniers répondit, du tac au tac, par un appel d'où nous détachons ces lignes : « Attendre huit jours, c'est permettre aux fabricants d'exécuter les commandes les plus pressées, et de nous congédier ensuite sans dommage. Nous pensons que le syndicat patronal doit être combattu avec ses propres armes, et qu'à cette grève des fabricants, nous devons répondre par un abandon total des ateliers. »

Cet appel fut entendu et les ateliers immédiatement désertés. La grève dure depuis.

Contre la solidarité patronale, la solidarité sociale s'érige. Les Biétry n'ont pas encore réussi dans leur œuvre de division ouvrière et de soumission au patronat. Ces jours-ci 200 enfants de Fougères ont été reçus par le prolétariat rennois et seront hébergés pendant toute la durée du conflit.

Ce geste, vraiment beau dans sa simplicité, n'est-il pas fait pour autoriser toutes les espérances !

Un nouveau départ d'enfants a eu lieu dimanche. Ceux-ci, au nombre de 130, ont été reçus chaleureusement par toute la population ouvrière de Rennes.

Les patrons fougerais ont consenti à rentrer en pourparlers avec leurs ouvriers.

« UNE INFAMIE »

Sous ce titre, dans les *Temps Nouveaux*, Pierre Monatte s'élève véhémentement contre un article paru dans le *Réveil du Nord*, signé Basly. Celui-ci accuse d'une façon catégorique la « Fédération syndicale des Mineurs » d'avoir détourné une somme de 6.814 fr. 20, destinée à secourir les victimes de la catastrophe de Courrières.

Qu'y a-t-il de fondé dans cette accusation ?

Nous ne tarderons pas à être fixés. Les camarades ainsi accusés poursuivent Basly devant les tribunaux. D'autre part, le cas va être soumis à l'examen attentif de délégués de la classe ouvrière.

Nous n'aurions plus qu'à attendre les résultats des poursuites et de l'enquête. Mais l'attitude de Basly a frisé si souvent la trahison, ses procédés vis-à-vis de ses adversaires politiques ont été empreints d'une telle mauvaise foi, qu'il convient de n'ajouter aucune créance à ses affirmations jusqu'à preuve du contraire.

LE SECRET DE POLICHINELLE

Ce brave Mouthon — il s'agit du rédacteur du « Matin » — avait déjà découvert que l'ancien « brave » de la « Patrie Française », Gabriel Syveton, était un satyre.

Il vient de faire mieux.

Dans le « Matin » du 16 décembre, il prouve, avec documents à l'appui, l'ingérence des jésuites dans l'organisation des syndicats jaunes.

La bonne trouvaille ! Il y a beau temps que les travailleurs ne conservent aucune illusion à ce sujet.

Néanmoins, l'aveu, venant de l'ex-directeur de la « France Libre », anti-juive et chrétienne, est bon à retenir.

LES GRÈVES

Nous publions avec plaisir l'appel suivant. Les commentaires attristants qu'il suggère, nos lecteurs les feront eux-mêmes.

Camarades,

Depuis déjà un mois, la grève des ouvriers des forges de Pamiers est terminée. L'acceptation par les patrons des clauses du procès-verbal de conciliation a été considérée par certains comme un triomphe.

Mais la ferme volonté de la direction des usines a fait de ce succès momentané et illusoire une défaite complète et définitive.

La Société Métallurgique, par son représentant officiel, M. Outil, s'est opposée formellement à la réintégration des membres du comité de grève dont l'énergie et l'esprit d'initiative sont pour elle une menace et un danger permanents. Poussant jusqu'à l'extrême sa haine pour tout ce qui est honnête et intelligent, elle a transformé en un renvoi catégorique la mise à pied illimitée dont elle avait frappé le secrétaire du Syndicat, pour « action syndicale ».

Des mesures analogues ont été prises contre d'autres camarades coupables de s'être dévoilés des syndicalistes fervents et des propagandistes dévoués.

Les grévistes qui ont repris le travail paraissent se désintéresser totalement des victimes du mouvement que leur lâcheté a fait échouer.

Au nom des dix-sept camarades frappés d'ostracisme par une administration bassement haineuse, nous adressons à tous les travailleurs conscients, pénétrés de leurs droits et de la responsabilité qui leur incombe, un appel énergique à la solidarité.

Que les camarades de France n'abandonnent pas les militants de Pamiers dans la phase la plus critique de la lutte qui se continue pour eux.

Qu'ils ne restent pas sourds à la voix de leurs frères récompensés de leur dévouement par la trahison.

Pour le comité de grève :
Le secrétaire,
Prosper DEDIEN.

P. S. — *Prière d'adresser les fonds au camarade Carail, trésorier, rue Major, maison Laheur, Pamiers (Ariège).*

Brest et Rouen

Dans ces deux villes les employés de la Compagnie des Tramways sont en grève. Ceux d'Elbeuf ont manifesté le désir de se joindre à leurs camarades de Rouen, ce qui pourrait leur assurer la victoire.

A Brest la compagnie a tenté de faire sortir quelques voitures ; elle a dû y renoncer devant l'attitude déterminée des grévistes.

Reims

Quelques boulangers se sont mis en grève. Ils réclament 42 francs par semaine et le repos par roulement.

Grenoble

La Bourse du Travail a été envahie sur l'ordre du maire, M. Rivail. La municipalité a l'intention d'abriter dans son bâtiment les syndicats rouges et les syndicats jaunes. D'où conflit. Ce ne sera pas le dernier si ces bons édiles persistent dans leur décision.

Sept cents ouvriers de la peau continuent la grève et font appel à la solidarité ouvrière.

Bayonne

Des ouvriers de l'ameublement sont en grève depuis le 20 novembre, ils comptent sur l'aide matérielle des militants.

Envoyer les fonds au camarade Edouard Gachy, secrétaire du Comité de grève, Bourse du Tavail, Bayonne (Basses-Pyrénées).

Dans le Gard

Les filatures d'Alais, Ganges, Saint-Laurent-le-Minier, Saint-Bauzille-de-Putois chôment. Les fileuses réclament 0 fr. 50 d'augmentation journalière.

Rive-de-Gier

Une grève de solidarité vient de surgir aux « Verreries Générales de la Loire ». Les ouvriers revendiquent :

1° Réintégration des 3 ouvriers renvoyés ;
2° Augmentation de 5 fr. par mois pour une catégorie de porteurs.

LES CONGRÈS

Les ouvriers maritimes de l'Etat

Mardi s'est ouvert le septième congrès de la Fédération des syndicats ouvriers de la marine de l'Etat.

Les résiniers des Landes

A Morcens, les 21 et 22 décembre, la Fédération des résiniers landais tiendra son congrès annuel.

H. F.

LES INNOCENTS DE FRANCE

Les prisons de la République abritent de nombreux condamnés innocents, juridiquement innocents, qu'une magistrature servile et impitoyable a frappés. La « Guerre Sociale » prendra en mains leur défense. Dès la semaine prochaine, elle publiera le cas de Baron, de Lyon.

La Guerre Sociale à l'Etranger

Le Mouvement Révolutionnaire en Angleterre

Si par « mouvement révolutionnaire » on entend des éléments (individus ou groupes) combinés en vue du changement rapide, même par la lutte violente, de l'état actuel de la société, je regrette de devoir constater que jusqu'à l'heure actuelle il n'y a pas eu en Angleterre un tel mouvement dont il vaille la peine de parler.

Les anarchistes, dans ce pays, sont peu nombreux et sans lien d'union entre eux, en dehors de *Freedom* qui paraît seulement une fois par mois. La plupart des camarades, comme Mainwaring, Turner, Legatt, Parker, etc., sont des membres influents des Trade-Unions, des *labour leaders*, qui consacrent leurs efforts, dans les sociétés ouvrières dont ils font partie, à tâcher de faire comprendre à leurs camarades : 1° La nécessité d'une transformation radicale de l'ordre social actuel, et 2° que la grève générale serait un moyen autrement efficace, pour opérer cette transformation, que la représentation des intérêts prolétariens au Parlement et dans les divers corps élus municipaux, ce qui, depuis la formation récente du *Labour Representation Committee*, est la méthode adoptée par les Trade-Unions.

Jusqu'à présent, les efforts de ces camarades ne semblent pas avoir eu tout le succès qu'ils ont mérité. Mais un changement rapide des conditions économiques du pays fait que le terrain sur lequel ils sèment devient plus fertile. Ce changement est dû à plusieurs causes, dont les principales sont le développement de la concurrence industrielle allemande, américaine, et, jusqu'à un certain point, asiatique (indienne et japonaise), qui déplace de plus en plus l'Angleterre sur la plupart des marchés où elle était auparavant suprême ; l'accumulation dans un nombre sans cesse plus restreint de mains de la fortune publique, et, enfin, l'extravagance navale et militaire qui dévore les meilleures ressources du pays.

La première de ces causes, unie à un accroissement rapide et continuel de la population a, naturellement, pour effet, un chômage chronique qui devient sans cesse plus considérable.

La seconde, l'augmentation du nombre des millionnaires, chasse les populations rurales vers les villes où elles viennent augmenter le nombre des chômeurs. Chaque nouveau parvenu, en effet, n'a qu'un désir, une fois sa pelote faite : faire souche aristocratique. Il obtient le titre de baronet ou de lord aussi facilement qu'en France il décrocherait la Légion d'honneur. Ceci fait, il achète des propriétés foncières — un *estate*, comme on dit ici — et chasse les paysans de leurs champs dont il a besoin pour se créer des *parks* et des forêts à gibier. Tous les ans, cet encrochement sur la surface agricole productive du pays se compte par dizaines de milliers d'hectares et devient si alarmant que même les partis politiques modérés s'en montrent émus et parlent de réagir par des mesures législatives.

La troisième cause, l'extravagance navale et militaire, ressort d'une comparaison des budgets de 1896 et de 1905. Dans le premier, les dépenses navales s'élevaient à 19.724.000 et les dépenses militaires à 18.460.000 livres sterling ; dans celui de 1905, elles ont été de 29.813.000 et 33.389.000 livres sterling respectivement, un total de plus d'un milliard et demi de francs par an. Le fardeau des impôts devient en conséquence de plus en plus écrasant, ce qui réagit directement sur la prospérité sociale du pays.

L'ouvrier anglais est intelligent, et plus les conditions actuelles s'accentueront, plus il comprendra que son salut résidera dans une révolution sociale et non dans une amélioration du système social actuel. Jusqu'en ces dernières années, il occupait, dans le prolétariat européen, une situation privilégiée ; il gagnait des salaires relativement élevés, il souffrait peu du chômage, il se procurait à bas prix les nécessités de la vie grâce au libre-échange et il vivait dans le pays du monde où il y a le plus de liberté, où l'on sent si peu le poids de l'autorité qu'on serait tenté de croire qu'elle n'existe pas. Ce ne sont pas là des conditions qui, habituellement, tendent à faire des révolutionnaires. Mais, comme je l'ai fait ressortir plus haut, ces conditions se modifient et, en même temps qu'elles, la façon de voir du prolétaire anglais change également. Tout indique qu'avant bien des années il y aura un mouvement révolutionnaire en Angleterre aussi intense que dans n'importe quel autre pays.

Tarrida del Marmol.

Londres, 16 décembre 1906.

L'abondance des matières nous force à remettre à la semaine prochaine les intéressantes correspondances de Senna Hoy *pour l'Allemagne, d'*Emmanuel Tesch, *pour la Belgique, de* Domela Nieuwenhuis *pour la Hollande, etc.*

L'Action Quotidienne

A cette place, « **LA GUERRE SOCIALE** » publiera les avis et communications etc., de tous les groupes d'avant-garde sans distinction d'école : syndicats, sections du Parti socialiste, groupes libertaires, sections de l'A.I.A., etc., etc.

La copie doit nous parvenir le dimanche au plus tard.

Dans l'A. I. A.

Le n° 3 de *l'A. I. A.* vient de paraître. Ce numéro, illustré comme les précédents, contient des articles de Ch. Desplanques, R. de Marmande, etc. La rubrique « La Vie des Sections » et la « Partie administrative » font connaître la gestion de l'*Internationale antimilitariste*. Les camarades pourront ainsi se rendre compte qu'une heureuse activité se manifeste au sein de l'A. I. A.

Deux sections nouvelles à signaler ce mois-ci, à Doullens (Somme) et à Orange. Deux autres sont en formation, à Avallon et Oran.

Jeudi 27 décembre, à 9 heures du soir, au siège de l'A. I. A., 31, rue Grange-aux-Belles, réunion du Comité National et de la Commission de contrôle.

Ordre du jour :

Rapport des secrétaires ;
Rapport du trésorier ;
Examen de la situation financière ;
Organisation de tournées de propagande, affaires diverses.

Etant donnée l'importance de cette réunion, les délégués sont instamment priés d'être exacts.

Bureau de Propagande

Mardi 25 décembre (Noël), à 2 heures du soir, salle du Progrès Social, 92, rue de Clignancourt, Grande matinée de Propagande, au profit de l'école et de l'imprimerie anarchiste de Saint-Germain-en-Laye.

Causerie par André Lorulot.

Conférence par Ernest Girault. Sujet traité : La voie nouvelle.

Concert. Entrée 50 centimes.

Conférence publique

P. S. — 42e section, Jeunesse Socialiste Révolutionnaire du XVIIIe. — Grande conférence publique le jeudi 20 décembre 1906, à 8 h. 1/2 du soir, salle Agoust, 55, rue Ordener, avec le concours des citoyens : A. Dherbécourt, conseiller municipal de Clignancourt ; Pierre Norange, membre de la Fédération de la Seine ; Alfred Lefebvre, du groupe socialiste de Clignancourt (18e section)

Ordre du jour :

Le repos hebdomadaire. Contre les monopoles.

Entrée libre et gratuite.

LES INNOCENTS D'ESPAGNE

L'affaire Ferrer

C'est au mois de février que viendra pour la deuxième fois devant les juges de sa M. T. C. Alphonse l'affaire Ferrer. Dans toutes les nations d'Europe un mouvement de protestation se dessine (pour atteindre espérons-le, les proportions d'une réprobation générale) contre l'inqualifiable attentat ourdi par la monarchie espagnole. Nous recevons de Belgique le compte rendu suivant :

Meeting des étudiants bruxellois en faveur de Ferrer et de Nakens : Le meeting organisé par le Comité Universitaire d'Action en faveur de Ferrer avait attiré le mardi 11 décembre plus de 800 personnes à la salle de la Cour d'Angleterre. M. Lorand, député, préside. Lecture est donnée de lettres et de télégrammes d'adhésion à la protestation émanant de MM. Jaurès, Malato, Guy Bowman, dr de Silvera, Ferri, Sergi, Paul Janson, René Berthelot, Bastien, Delville, Emile Verhaeren, Georges Eckhoud, Camille Lemonnier, Emile Vandervelde, De Greef, Gilsoul, Lameere, recteur de l'université libre de Bruxelles, Hector Denis, Georges Divelshauvers, professeurs à l'université libre de Bruxelles, de l'Université nouvelle, de Ferrer lui-même, etc.

M. Furnémont expose l'affaire Ferrer, Nakens, etc. et montre comment c'est l'enseignement laïque en Espagne et la propagande républicaine et rationnaliste qui est visée en leurs personnes.

M. Richard Wolff, étudiant en droit expose l'organisation et les procédés des Jésuites et parle ensuite de l'Ecole Moderne de Barcelone dont il explique et caractérise la méthode pédagogique.

M. Emmanuel Tesch ressuscite les vieux procès de la Mano Negra et les ignominies de Montjuich. Il fait appel à la conscience de tous pour que ce meeting porte ses fruits.

M. Maurice Feron appuie en quelques mots les assertions des orateurs précédents.

Un ordre du jour énergique est adopté à l'unanimité.

L'Imprimeur Gérant : Eugène Merle
123, rue Montmartre

Bulletin d'Abonnement à la “ GUERRE SOCIALE ”

Je soussigné ______________ demeurant à ______________ vous prie de me considérer comme abonné à la « Guerre Sociale » et vous autorise à faire recouvrir le prix de l'abonnement.

Adresse : *Signature :*

Les camarades nous éviteront des frais en envoyant eux-mêmes le montant de leur abonnement.